

Du dialogue multi-acteurs à la territorialisation des politiques publiques



Rapport Annuel 2018 ■





Table des matières

Message du Directeur.....	4
IED Afrique, dans le monde	6
IED Afrique, bref rappel.....	8
Contribution des projets et programmes à la réalisation des objectifs stratégiques de IED Afrique	10
Agriculture durables, agro écologie et économie verte	11
Changement climatique et résilience des communautés locales	19
Publications	28
Remerciements	32

MESSAGE DU DIRECTEUR



Chers partenaires,

C'est avec un plaisir renouvelé que nous vous présentons notre rapport annuel 2018 qui pour cette année est intitulé « Du dialogue multi-acteurs à la territorialisation des politiques publiques ».

Fortement inspirée par sa conviction que le développement passera par une inclusion de toutes les catégories d'acteurs, IED Afrique modélise l'inclusion comme l'un des meilleurs principes pour une bonne formulation de politiques publiques et sa mise en œuvre. Ainsi, cette année le rapport annuel revient sur les stratégies mise en œuvre par IED Afrique pour contribuer à renforcer la territorialisation de l'action publique à travers des mécanismes de dialogue multi-acteurs. La territorialisation des politiques publiques passera par une réorganisation profonde de l'appareil d'Etat à travers une politique de décentralisation effective et efficace qui donnera confère aux collectivités locales les possibilités d'exercer pleinement leurs compétences. Cependant, les structures déconcentrées encore trop limitées dans leur autonomie décisionnelle véhiculent localement le pouvoir de l'Etat central, elles font obstacle à l'émergence d'un jeu politique local et servent des politiques publiques territorialisées mais pas encore territoriales.

Tout l'enjeu de cette nouvelle configuration politique, du nouveau rapport de l'Etat à ses territoires, réside donc dans la capacité d'articulation des territoires, des Collectivités Locales et des projets décentralisés. Pour l'instant, l'emboîtement des politiques publiques territorialisées est en pleine construction avec la volonté et l'engagement de tous les acteurs.

Ainsi, IED Afrique reste convaincue que la territorialisation des politiques publiques doit se faire à travers « un processus de coordination d'acteurs, de groupes sociaux et d'institutions en vue d'atteindre des objectifs définis et discutés collectivement ». Cette démarche doit être au cœur des réflexions des multiples parties prenantes, privés comme publics, qui interagissent dans l'arène de l'action publique et c'est la participation de ces acteurs à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques publiques qui va ainsi conduire à l'émergence de nouveaux modes de gouvernance territorialisés à l'échelle la plus pertinentes.

Je souhaite ainsi, que les réflexions et enseignements partagés dans ce rapport, contribuent à inspirer les actions de décideurs, de communautés, d'institutions de développement et de bailleurs dans le cheminement vers un développement durable et plus équitable pour tous.

Bonne lecture !
Mamadou FALL
Directeur



Innovation
 Décentralisation
Agroécologie

Collectivités locales
 Environnement
 Réverdissement du Sahel
Agrobiologie
 Environnement
 Innovation
 Sécurité alimentaire

Resilience
Agriculture durable

Economie verte **Agrobiologie** Sécurité alimentaire

Valorisation des savoirs locaux Réverdissement du Sahel

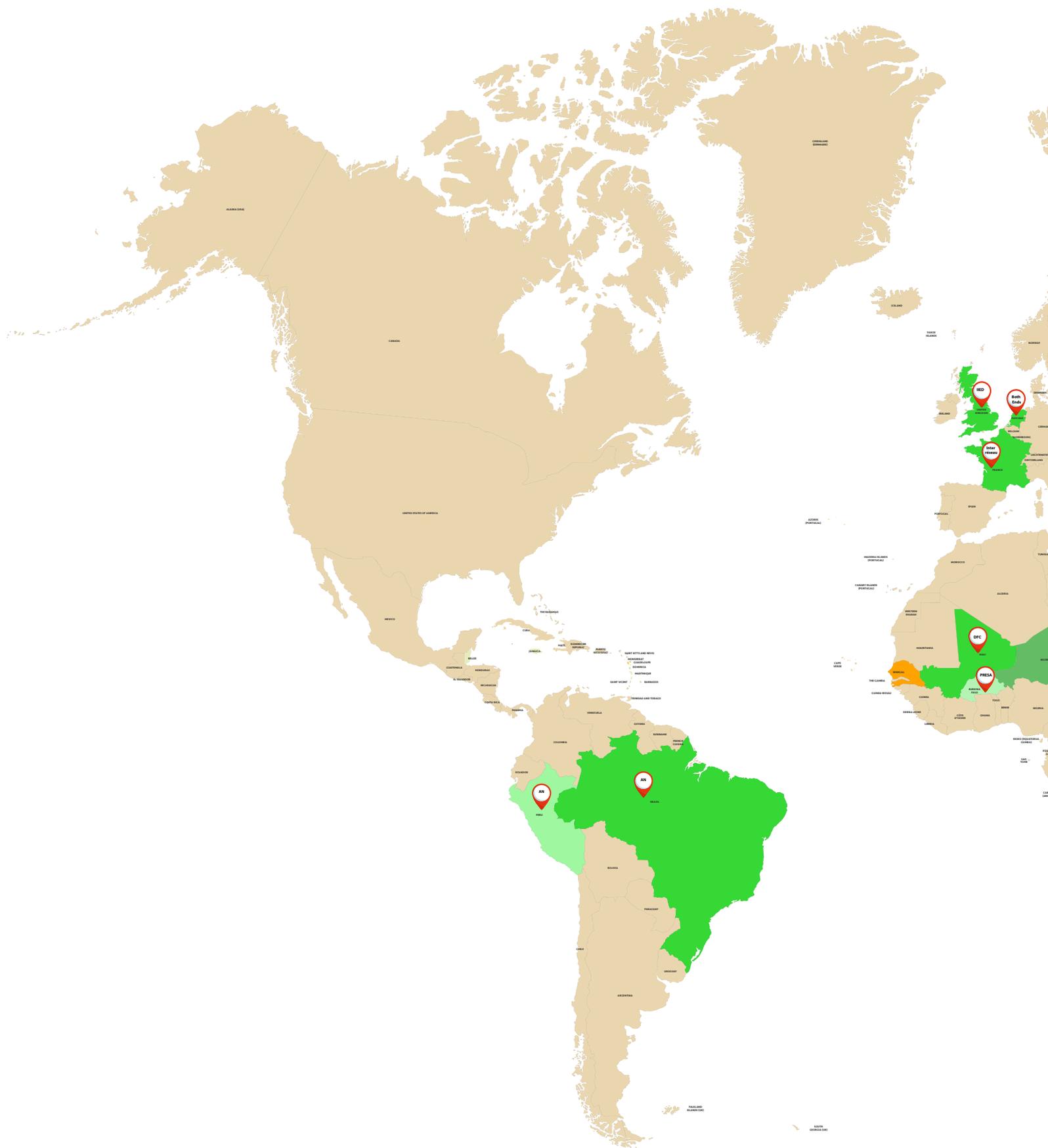
Resilience **Innovation**
Economie verte
 Accès aux financements

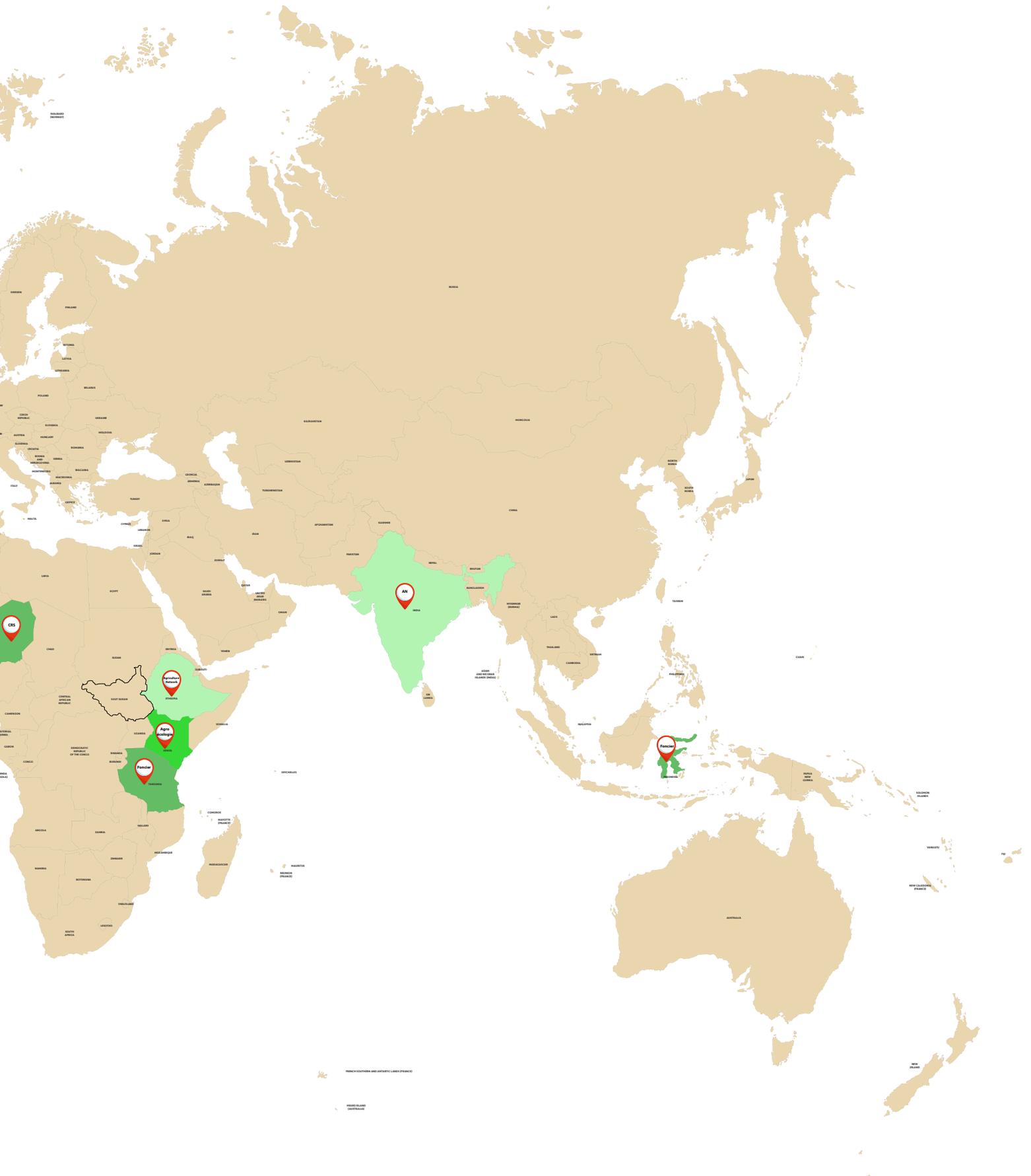
Sécurité alimentaire
 Agriculture familiale
Foresterie
Agroécologie
 Décentralisation

Foresterie
 Agriculture durable



IED AFRIQUE DANS LE MONDE





IED AFRIQUE, **BREF RAPPEL...**



IED Afrique est une organisation à but non lucratif qui capitalise plus de deux décennies de promotion des approches participatives appliquées à la gouvernance en Afrique francophone. Elle a une vocation régionale.



VISION

La vision de IED Afrique est une société africaine unie et prospère dans laquelle les citoyens et leurs communautés participent et orientent les actions de développement durable. Une telle vision est sous-tendue par des valeurs d'équité, de transparence et de responsabilité individuelle et collective.

MISSION

La mission d'IED Afrique est de contribuer à la réalisation d'un développement équitable et durable à travers la promotion de politiques et de pratiques inclusives et novatrices.

AXES DE TRAVAIL

L'action d'IED Afrique se structure autour des axes thématiques stratégiques suivants: (i) la gouvernance locale et la décentralisation ; (ii) l'agriculture durable ; le changement climatique et la gestion durable des ressources naturelles et enfin la gestion des connaissances qui constitue l'axe transversal.

NOTRE VIE EN RÉSEAU

Les interventions de IED Afrique traduisent nos convictions fortes sur des thématiques porteuses d'enjeux et notre engagement ciblant le moyen et long termes se matérialise par notre appartenance à des réseaux pour amplifier nos actions et renforcer notre volonté d'influencer à haut niveau. C'est ainsi que nous sommes membre des réseaux suivants :

- Le Global Partnership for Social Accountability (GPSA)
- La Coalition internationale pour la terre (ILC) ;
- La Coalition pour l'économie verte (GEC) ;
- Inter-réseaux (IR);
- AgriCultures Network



CONTRIBUTION DES PROJETS ET PROGRAMMES À LA RÉALISATION DES OBJECTIFS STRATÉGIQUES DE IED AFRIQUE



Du dialogue multi-acteurs à la territorialisation des politiques publiques : résultats et leçons de notre engagement



Axe 1 :

AGRICULTURE DURABLES, AGRO ÉCOLOGIE ET ÉCONOMIE VERTE

En 2004, les dirigeants de l'Union Africaine ont adopté le Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA) à travers la Déclaration de Maputo. Après une décennie de mise en œuvre, ils ont réaffirmé leur engagement en faveur d'une agriculture durable en adoptant la Déclaration sur l'accélération de la croissance et de la transformation agricoles en juin 2014 à Malabo, en Guinée équatoriale. Ce faisant, les chefs d'Etat ont demandé à la Commission de l'Union africaine et à l'Agence de planification et de coordination du NEPAD, en collaboration avec les institutions partenaires, de mettre au point des mécanismes qui renforcent la capacité de l'Afrique de produire et de gérer des connaissances et des données pour renforcer la planification et la mise en œuvre axées sur des preuves, entre autres

En Afrique de l'Ouest, l'UA a chargé l'organe exécutif de la Commission Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest à mettre en œuvre le PDDAA au niveau sous-régional. Celui-ci a recommandé aux Etats membres de l'intégrer dans la politique agricole commune de la CEDEAO à travers l'élaboration et la mise en œuvre d'un Programme National d'Investissement Agricole pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNIASAN) et l'organisation régulière de Revue Conjointe du Secteur Agricole au niveau national.

Ces deux initiatives ont comme défi commun la participation de toutes les parties prenantes aux processus d'élaboration et d'évaluation des programmes agricoles. D'où l'instauration d'un cadre de dialogue multi-acteurs qui a favorisé une contribution significative des Organisations de la Société Civile à ces deux processus, en 2018.

Ainsi, dans le cadre de la mise en œuvre de son plan stratégique, en rapport avec son axe 1, IED Afrique a mis en œuvre plusieurs initiatives qui s'inscrivent tous dans l'objectif de Promouvoir les bonnes pratiques de gouvernance pour une fourniture efficace et équitable des services publics et une gestion durable des ressources naturelles. L'ensemble de ses initiatives vise à contribuer à la transformation structurelle de nos modes de production agricole au Sénégal et en Afrique de l'Ouest en général. L'approche d'intervention de cet axe s'articule surtout autour :

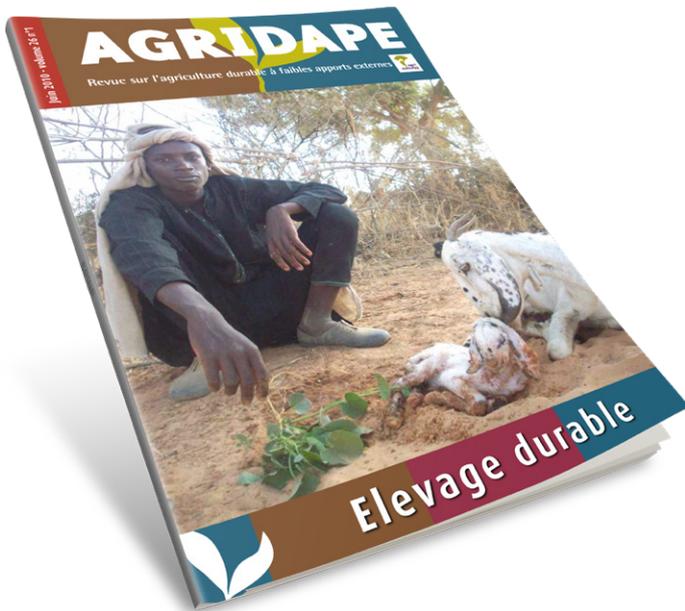
- de la gestion des connaissances ;
- du renforcement de capacités des acteurs et ;
- du dialogue politique pour des politiques publiques plus appropriés pour les citoyens.





Le magazine AGRIDAPE : une bonne documentation des pratiques durables pour alimenter le dialogue politique

Le magazine AGRIDAPE (Agriculture Durable à Faibles Apports Externes), est produit par IED Afrique depuis 2003. Il a pour objectif de promouvoir une agriculture familiale durable et résiliente en Afrique ainsi que sa prise en compte dans les politiques publiques agricoles.



En plus d'être un outil de diffusion des connaissances sur les bonnes pratiques d'agriculture durable, il est également un instrument de promotion du dialogue politique multi acteurs. C'est la raison pour laquelle, IED Afrique, a co-animé des plateformes de plaidoyer regroupant les Organisations Paysannes (OP) et de la Société Civile (OSC) engagées dans l'agroécologie et l'agriculture familiale. Ce faisant, elle a activement contribué à l'élaboration des documents de contribution des OP et des OSC à la Revue Conjointe du Secteur Agricole et au PNIASAN 2018-2025.

En 2017, l'essentiel des activités de dialogue et de plaidoyer a été mené dans le cadre du Groupe de Dialogue Social et Politique (GDSP) qui est l'instrument

technique du Comité National d'Agriculture Familiale dont IED Afrique est membre du Comité de pilotage et du Comité technique.

Le processus de consultation a conduit IED Afrique à prendre part aux multiples ateliers zonaux de consultation des producteurs dans le cadre de la revue conjointe de la politique agricole du Sénégal. Cette démarche s'inscrivait dans la démarche d'impliquer les acteurs à la base en particulier les producteurs et les élus à la base de contribuer à l'évaluation de nos politiques. Ce dialogue multi-acteurs permet à l'Etat de recueillir l'avis de tous les citoyens pour mieux articuler sa politique agricole aux véritables enjeux et besoins de sa population.



Leçons apprises

La contribution des OP et des OSC à l'évaluation des programmes agricoles a été plus enrichie et plus inclusive que lors des années précédentes dans la mesure où elle adressedes enjeux plus spécifiques à des zones agro-écologiques ;

Sans plateforme locale, les acteurs locaux avaient du mal à créer un cadre de suivi de la mise en œuvre des projets agricoles dans leurs zones en partenariat avec les autorités administratives et services techniques, désormais c'est possible avec le processus de dialogue ancré local.

L'évaluation des politiques agricoles a aujourd'hui un ancrage territorial et cela constitue une avancée majeure dans la responsabilisation des acteurs à la base et des citoyens pour qui les politiques publiques sont formulées.

Défis et perspectives

Plusieurs défis sont à relever si l'on veut rendre le dialogue plus efficace et inclusif aux niveaux territorial et national :

- le dialogue n'est pas encore généralisé, mais concerne que quelques régions et il est primordial de trouver les ressources pour conduire la revue dans toutes les régions ;
- Les acteurs locaux ont encore des capacités assez faibles dans la compréhension des enjeux et de la nécessité de voir les politiques publiques être inspirée par les pratiques et les besoins des citoyens ;
- Même si l'Etat a la volonté d'adopter une approche territorialisée des politiques publiques, les mécanismes opérationnels de mise en œuvre constitue encore un défi majeur pour le secteur agricole ;

Dires d'acteurs

« Autant la réussite du processus dépend du niveau de participation des acteurs, autant l'appropriation et la contribution de tous nous dépendront de l'engagement et la responsabilisation de nous tous dans la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des programmes (agricoles). C'est la raison pour laquelle le GDSP, conformément à ses engagements, a organisé des concertations aux niveaux local et national... »

Nadjirou Sall, Président du CNCR et du Comité de pilotage du GDSP.





Promouvoir l'agro écologie : la gestion des connaissances un levier indispensable pour sa mise à l'échelle

Depuis 2017, IED Afrique assure le secrétariat du réseau AgriCultures Network, un regroupement d'institutions pour la diffusion et le partage d'informations sur des pratiques agricoles durables, respectueuses de l'environnement et adaptées aux réalités agro-écologiques et sociales. Le réseau travaille sur trois axes : (1) la capitalisation des expériences agro-écologiques et des innovations paysannes, (2) le renforcement des capacités des acteurs et (3) le plaidoyer. Ainsi en 2018, le réseau est resté dans une dynamique de consolidation du plaidoyer mené à différentes échelles pour l'adoption de l'agroécologie comme une stratégie permettant de bâtir un système alimentaire durable, respectueux de l'environnement. A travers le réseau, IED Afrique a pris part à plusieurs processus de dialogue dont l'une a été le symposium international sur l'agroécologie organisé par la FAO, à Rome, en début avril 2018. La rencontre était l'occasion d'examiner les articulations qui existent entre l'agroécologie et les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD). Toutefois, la contribution à cette rencontre stratégique a été la capitalisation des expériences des producteurs à la base dans plusieurs régions du monde pour produire un numéro spécial de la Revue Farming Matters. L'objectif était de démontrer que l'agroécologie, dont les pratiques demeurent encore très localisées, était bel et bien capable de nourrir le monde, mais aussi d'atteindre plusieurs autres ODD.



Dires d'acteurs

« Il est largement admis que, pour réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030, il est urgent de promouvoir des changements en profondeur dans la manière dont les aliments sont cultivés, produits, transformés, transportés, distribués et consommés ».

Braulio Ferreira de Souza Dias, Secrétaire exécutif de la Convention sur la Diversité Biologique par ailleurs Président du Symposium sur l'agroécologie





AMMA-2050 : partager les connaissances de la recherche pour l'intégration des futures variabilités de la pluviométrie



En 2018, IED Afrique a appuyer la mise en œuvre du projet AMMA 2050, Analyse Multi-disciplinaire de la Mousson Africaine en 2050, un projet de recherche et de collaboration entre scientifiques et décideurs politiques, mis en œuvre dans le cadre du programme Future Climate For Africa (FCFA) financé par le DFID. Le consortium AMMA-2050 regroupe 15 institutions de recherche d'Afrique et d'Europe.

L'objectif du projet (2015-2019) est de produire des informations climatiques fiables pour soutenir et éclairer la prise de décision à l'échelle à moyen et long termes de façon à renforcer la résilience des populations africaines aux futurs changements climatiques. De façon plus spécifique, l'initiative vise à améliorer le niveau de connaissances scientifiques relatives à l'évolution la pluviométrie en Afrique de l'Ouest dans les 20 et 30 prochaines années, afin de proposer des outils qui facilitent l'intégration de l'information climatique dans le processus de planification du développement.

Au Sénégal, AMMA-2050 a travaillé sur la résilience de l'agriculture par rapport aux précipitations futures. Afin d'intégrer les résultats de recherche dans la planification agricole aussi bien au niveau local que national, le projet a mis en place une plateforme de dialogue avec les décideurs politiques.

Le rôle de IED Afrique dans ce projet est de faciliter la mobilisation des acteurs pour un dialogue fécond et la diffusion des résultats de la recherche par le biais de la production de numéros spéciaux pour rendre accessible les résultats de la recherche aux décideurs et communautés de base.

Résultats

- Dans la Ville de Fatick, le projet a mis en place un cadre multi-acteurs pour l'intégration de l'information climatique dans la planification du développement territorial dans un contexte où la mairie est en train de réviser la phase 2 du Plan de développement communal.
- En mai 2018, AMMA-2050 a organisé un atelier de partage de ses premiers résultats avec les acteurs impliqués dans les processus de prise de décision comme le PAS-PNA, le COMNACC, la Ville de Fatick, l'Agence régionale de Développement de Fatick, la Direction de l'agriculture.



4

Du terrain au dialogue politique multi-échelles : l'économie verte au cœur du dialogue

Dans le cadre de la plateforme internationale dénommée « Coalition pour une économie verte » (GEC , en Anglais), IED Afrique et UICN Sénégal, mettent en œuvre, depuis mars 2018, un projet pour soutenir le dialogue de l'échelle locale à l'échelle nationale entre les citoyens, les organisateurs de producteurs et les décideurs politiques dans les sous-secteurs de l'agro-écologie et de la pêche artisanale.

L'objectif du projet est de renforcer les espaces de dialogue multi-acteurs afin d'améliorer les capacités des citoyens à s'organiser pour mieux porter et exprimer leurs préoccupations sur la gouvernance du capital naturel auprès des décideurs politiques. De façon plus spécifique, il vise à (i) renforcer les capacités des parties prenantes sur les avantages de l'économie verte pour lutter contre la dégradation des ressources naturelles et améliorer leur utilisation durable, à (ii) mettre en place une stratégie de communication, de mobilisation et d'engagement des parties prenantes pour alimenter le dialogue politique entre les différents acteurs concernés pour booster la transition vers l'économie verte.

Il s'agit d'un projet de recherche action et le rôle de IED Afrique porte sur le secteur de l'agroécologie pour documenter les expériences réussies sur l'économie verte, mais aussi les contraintes d'ordre politique, législatif ou institutionnel qui constituent des obstacles à la transition vers l'économie verte.

La démarche a consisté à mettre ensemble les acteurs porteurs du changement, pour catalyser les transformations nécessaires afin d'impulser et d'entretenir l'économie verte dans leur secteur, d'ouvrir des espaces de dialogue et d'échanges d'expériences pour élaborer ensemble les solutions, dans le cadre de plateformes de négociation des changements à promouvoir.

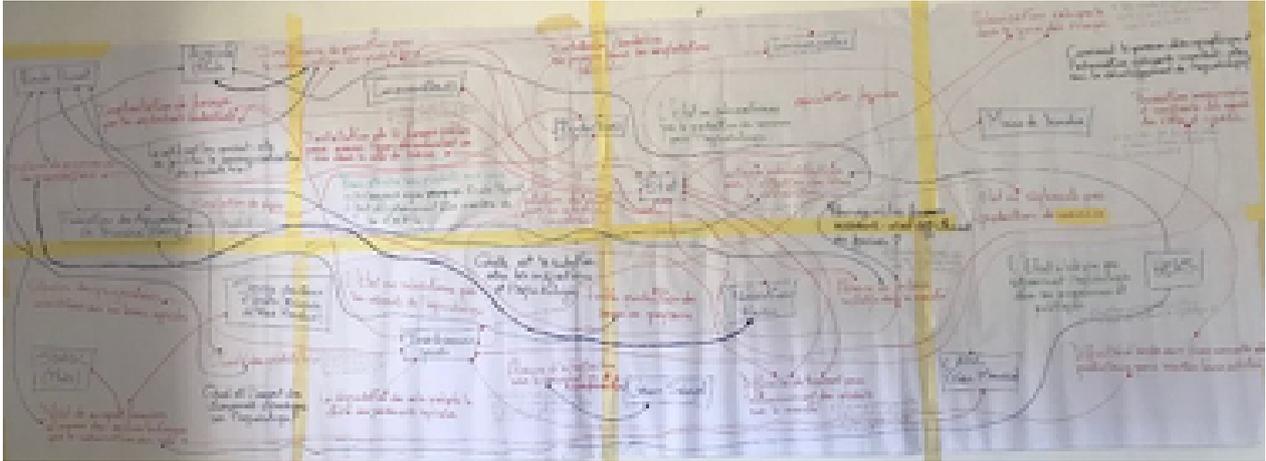
Cette démarche, à la différence des approches classiques centrées sur les initiatives étatiques, recherche l'implication de la société civile en relation avec les systèmes de marché, dans une approche inclusive qui facilite des conversations (échanges directs) et des diagnostics menés conjointement pour déterminer des actions qui permettent aux acteurs de comprendre comment leurs secteurs d'activités économiques ont des liens étroits avec les problématiques environnementales et l'économie verte.



Résultats et leçons

Le travail a permis de recueillir des résonances recueillies auprès des acteurs pour engager le dialogue au niveau national avec les décideurs afin de soutenir la transition vers l'économie verte que le Sénégal a engagé depuis 2008 avec le partenariat mondial pour l'économie verte (PAGE)

Carte euristique ou Mind mapping



Les défis majeurs

Le dialogue politique a relevé des défis majeurs que l'Etat en rapport avec les acteurs stratégiques vont chercher à relever. Il s'agit notamment de :

- **L'intégration de l'agroécologie** dans les politiques publiques agricoles (subvention des intrants bio, reconnaissance des semences paysannes...)
- **L'accompagnement des acteurs** à travers le renforcement de leurs capacités, l'accès aux facteurs de production (eau, terre, énergie renouvelable...) et dans la mise en place des infrastructures de transformation et de conservation
- **L'appui à la valorisation des produits** de l'agroécologie par la promotion du consommateur local, la communication sur l'hygiène et la qualité nutritionnelle, la commercialisation (labellisation emballage biodégradable et identification des produits)
- **La mise en place d'un cadre institutionnel** de concertation multi-acteurs (producteurs, commerçants, partenaires techniques publics et privés, consommateurs, administration) sous la coordination de l'administration.



Témoignages

**Mayeu Ka,
productrice à Mbawane (Diender)**

“ Chaque année, nous sommes obligées de payer des semences de carotte et de chou qui nous coûtent jusqu'à 25.000 francs CFA, car nous ne disposons pas de techniques pour en produire nous-mêmes. Les semences de salade et persil que nous payons dans les magasins ne germent pas parfois. Cela nous cause beaucoup de retard dans la production et une perte en argent. ”

**Cheikh Diouf, Chef du SDDR à
Kaffrine**

“ Kaffrine est frappé par le changement climatique. C'est pourquoi il est indispensable d'utiliser les informations climatiques. Les changements climatiques nous obligeront à changer de pratiques agricoles et à les combiner avec l'utilisation des informations climatiques. ”

**Penda Mbaye, productrice à
Ndiama Gadio (Kaffrine)**

“ Dans les marchés, nos produits bio sont exposés à côté des produits non bio et les consommateurs ne peuvent pas faire la différence. Par conséquent, nous sommes obligées de vendre au même prix, et cela ne nous favorise pas. ”

**CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE
DES COMMUNAUTÉS LOCALES**

L'impact des changements et la nécessité de renforcer la résilience des communautés constitue l'un des enjeux les plus importants depuis le début du 21^{ème} siècle. Sa complexité et son dynamisme nécessite une approche holistique et inclusive qui devra mobiliser l'ensemble des acteurs à toutes les échelles. Cette prise de conscience des risques que le phénomène peut engendrer dans la vie des communautés que dans son plan d'action 2019-2020, IED Afrique s'est donnée comme objectif stratégique « Rendre les économies locales et les moyens d'existence des exploitations agricoles familiales plus résilients au changement climatique et plus durables ». Pour y parvenir plusieurs projets sont mis en œuvre pour répondre à certains des défis que le phénomène soulève notamment sur la résilience des économies en zone semi-aride et l'épineuse question du financement de l'adaptation et particulièrement l'accès des communautés de base aux fonds dédiés à la lutte contre le changement climatique. La stratégie de mise en œuvre de cet axe stratégique s'articule autour :

- De la promotion de la recherche conduite par la demande pour mieux favoriser entre autres, l'appropriation des résultats de la recherche par les décideurs ; et
- L'expérimentation d'un mécanisme pour décentraliser les fonds climats vers les collectivités locales ;

**1 Promouvoir la Résilience Economique
en zone Semi-Arides pour améliorer
les moyens d'existence des communautés locales**

Malgré leur faible contribution dans le bilan global des émissions de gaz à effet de serre, les pays de l'Afrique subsaharienne restent parmi les plus vulnérables aux impacts du changement climatique. En effet, malgré des avancées techniques et technologiques importantes, ces pays demeurent dépendant de la qualité et de la disponibilité des ressources naturelles, qui elles-mêmes sont sensibles aux variations du climat. Face à une telle situation, et afin de juguler les impacts négatifs du changement climatique, des politiques et programmes d'adaptation ont été initiés avec des résultats assez mitigés. Les approches « classiques » ont fini par montrer leurs limites, invitant à un changement de paradigme.

Dans un tel contexte, la question de l'implication effective de tous les acteurs et de l'équité territoriale devient un enjeu de taille pour des pays comme le Sénégal. En effet, si à travers le Plan Sénégal Emergent et l'Acte III de la décentralisation, le pays s'est donné comme ambitieux objectif celui d'atteindre d'ici 2035 l'émergence et l'avènement de territoires viables, compétitifs et porteur de développement, sa position géographique et sa capacité d'adaptation relativement faible rendent particulièrement vulnérable les communautés et les économies. Faire face à de tels défis nécessite non seulement des recherches solides sur les enjeux de développement territorial dans un contexte de changement climatique, mais aussi la mobilisation et l'engagement de tous les acteurs dans la prise en compte des préoccupations des territoires.



La stratégie de mise en œuvre a reposé sur une approche dite « Policy first » ou « Priorité au politique ». Cette démarche de recherche inclusive, adossée à une stratégie d'engagement des parties prenantes, a facilité ainsi l'implication de toutes les catégories de parties prenantes notamment les communautés, l'Etat, le secteur privé, la société civile, les institutions de recherche, les élus et les organisations régionales. Ce qui a permis au PRESA de prendre en compte les différentes sphères et échelles de décisions dans l'élaboration et la mise en œuvre d'un ambitieux programme de recherche, afin de s'assurer que celle-ci répond bien à la demande.

En 2018, le PRESA a amorcé sa phase de consolidation des principaux résultats de recherche autour d'une synthèse nationale. L'objectif de cette synthèse était de produire des recommandations opérationnelles pouvant orienter la mise en œuvre des politiques et stratégies nationales notamment le PSE et l'Acte III de la décentralisation. C'est ainsi que l'axe focal retenu pour cette synthèse a été l'analyse de l'articulation entre le Plan Sénégal Emergent et la politique de Décentralisation dans une perspective de renforcement de la résilience du développement économique local face au changement climatique.

Une telle orientation, renforcée par une phase d'expérimentation dans les collectivités territoriales, a permis non seulement de renforcer le dialogue politique autour du développement territorial, mais aussi d'impulser une dynamique d'autoévaluation critique des politiques actuellement mis en œuvre pour des territoires plus résilients.

IED Afrique à travers le programme de recherche du PRESA a permis de développer d'une base de connaissances probantes sur les risques posés par des événements climatiques extrêmes à la croissance économique dans les zones semi-arides . Les résultats tirés des recherches ont été largement partagés avec les parties prenantes suivant divers formats et canaux, afin de promouvoir leur utilisation par ces dernières. C'est ainsi que quelques exemples d'utilisation/valorisation peuvent être mis en exergue :

- Les conclusions tirées des recherches sur la migration et les transferts de fonds ont été partagées et intégrées par la DDCH qui avait en charge l'élaboration de la Politique Nationale sur la Migration du Sénégal ;
- Les différentes de séances de partage avec le secteur privé a permis à certaines parties prenantes (par exemple la CNES et l'UFCE) d'intégrer de plus en plus la dimension changement climatique dans leur débat ;
- Les évidences du PRESA et les fruits des activités d'engagement avec les parties prenantes ont permis de considérer les dimensions changement climatique et migration comme dimensions transversales et leur intégration dans le nouveau guide de planification élaboré par le PNDL ;
- Enfin, les résultats du PRESA ont permis d'accompagner deux communes (Ndiob dans la région de Fatick et Dianké Souf dans la région de Kaffrine) dans des processus inclusifs qui leur ont permis de se doter d'un Plan de Développement Communal arrimé au Plan Sénégal Emergent et prenant en compte les dimensions transversales notamment le changement climatique et la migration, nutrition

Défis

- Sur demande, poursuivre le travail d'accompagnement des communes dans leur travail de formulation de PDC arrimé au Plan Sénégal Emergent.
- Poursuivre le travail de plaidoyer auprès du PSE pour une meilleure intégration de la dimension changement climatique dans le PAP2 du PSE.





Décentralisation des Fonds Climat : un nouveau paradigme pour renforcer les capacités des gouvernements locaux

Le changement climatique affecte les communautés locales du Sahel de différentes manières, notamment du fait des variations imprévisibles du climat d'une année à une autre ou de la récurrence de conditions météorologiques extrêmes telles que les sécheresses ou les inondations. L'expérience a montré que les communautés locales sont souvent les mieux placées pour prendre des décisions quant aux mesures de résilience qui leur seraient les plus bénéfiques. Cependant, le financement international dédié à l'adaptation au changement climatique continue d'être versé aux autorités nationales et aux organisations non gouvernementales (ONG), les communautés et les collectivités locales exerçant peu de contrôle sur l'affectation de ces fonds.

Afin de construire un mécanisme de financement local inclusif et soutenable qui encourage la décentralisation des fonds Climat pour améliorer la résilience des populations face au changement climatique, IED Afrique met en œuvre au Sénégal depuis 2016 le projet Décentralisation des Fonds Climat (DFC). Tout au long de sa mise en œuvre, le projet DFC s'est appuyé sur une co-construction portée par une pluralité d'acteurs et d'échelles territoriales. Dans ses principes de base, DFC met l'accent sur l'inclusion, la participation, l'itération et la flexibilité et l'ancrage dans le dispositif de la décentralisation. De par ses principes et leur mise en œuvre, le projet constitue une traduction réelle de la territorialisation des politiques publiques, grâce notamment au financement de la résilience des territoires.



Le projet DFC promeut la collaboration avec les institutions nationales avec lesquelles, il partage les observations et enseignements tirés du projet. L'objectif étant de mieux partager les données générées localement par le projet afin de faciliter l'intégration du changement climatique dans la planification nationale et la formulation des politiques publiques.

DFC a été expérimenté au niveau de la région de Kaffrine, dont toutes les 37 collectivités territoriales qui la composent ont bénéficié du projet pour un montant total de 01 milliard 106 millions de FCFA. Le DFC a touché une cible de plus de 350.000 personnes au cours de ses 04 années de mise en œuvre.

Approche de mise en oeuvre

L'approche principale de DFC consiste à renforcer les capacités des administrations locales à évaluer et à suivre la résilience au changement climatique et à mieux adapter leurs politiques et plans de développement dans le but de favoriser cette résilience au bénéfice des couches vulnérables comme les femmes et les jeunes. Ainsi, à travers une approche qui met les territoires au cœur du processus, DFC promeut un mécanisme décentralisé de planification et de financement qui soutient des investissements en biens publics priorités par les communautés et qui renforcent leur résilience au changement climatique. Tout cela est rendu possible grâce à un dialogue multi-échelles et multi-acteurs qui prend en compte les résultats du terrain pour servir d'évidences scientifiques à même d'éclairer les décisions prises par les décideurs locaux, nationaux et internationaux.

Encadré 1 : Vers la mise en place d'une plateforme nationale sur le financement décentralisé

A travers la mise en place de la plateforme nationale d'appui au financement décentralisé de la résilience des territoires, le dialogue politique a été instauré avec l'ensemble des parties prenantes aussi bien au niveau local, national qu'internationale. En effet, la plateforme réunit les institutions gouvernementales, les organisations de la société civile, les privés... autour de la question du financement décentralisé de la résilience des territoires. La plateforme nationale porte le plaidoyer vers les décideurs politiques (gouvernement et élus) afin que les fonds climat existant au niveau national puissent s'arrimer à la territorialisation des politiques publiques.

Défis

Principaux défis

- Comment concilier exigence d'adresser les risques climatiques au principe d'une planification venant des communautés
- Rendre autonomes et pérennes les comités locaux mis en place dans le cadre du projet DFC
- Influencer les gouvernements centraux afin qu'ils intègrent l'environnement et le changement climatique dans les transferts de Fonds de Dotation de la Décentralisation (FDD)
- Rendre les budgets des collectivités territoriales sensibles aux changements climatiques

Comment concilier emphase sur les biens publics et financement des priorités en matière de résilience



3

Accès au finance climat : la redevabilité un important axe de gouvernance

Dans un contexte où le débat sur l'accès de financement est en pleine effervescence, IED Afrique s'est engagé dans un processus de recherche-action, pour définir un système inclusif de responsabilisation des acteurs pour le financement climat. C'est ainsi qu'une initiative pour « promouvoir des systèmes inclusifs de responsabilisation pour le financement climatique qui soutient les priorités des pauvres » a été déroulée au Sénégal. L'un des défis de cette initiative est de renforcer la redevabilité dans les collectivités territoriales bénéficiant de financement climat dans le cadre du projet Décentralisation des fonds Climat (DFC).

Cette initiative a été surtout axée sur la construction d'un dialogue multi-acteurs (élus locaux, autorités administratives, représentants d'Organisation Communautaire de Base, structures faïtières...) avec comme consensus fort sur le besoin de territorialiser les politiques publiques.

L'objectif étant d'améliorer la gouvernance des finances climat au niveau national et local à travers l'identification et la valorisation des opportunités de renforcement de la participation effective des acteurs locaux pour mieux influencer la prise de décision. Cette intervention vise à (i) générer des connaissances et renforcer les capacités des acteurs locaux sur la bonne gouvernance des finances climat, (ii) d'appuyer le dialogue national pour une responsabilisation inclusive et (iii) créer un espace et des opportunités d'apprentissage au niveau régional et international.

L'initiative a mis l'accent sur 2 principes importants, la participation et l'inclusion à travers la mise en place d'une plateforme régionale d'échange, de partage et de validation portant sur la redevabilité dans les collectivités territoriales de la Région de Kaffrine. Le projet a aussi donné la parole aux acteurs locaux à travers des rencontres et foras communautaires qui ont permis aux populations d'interagir directement avec leurs élus.



Cette approche basée sur le dialogue multi-acteurs a aussi permis de recueillir les besoins, avis et suggestions des populations à la base sur les politiques de développement territorial. Cela a contribué à alimenter d'abord les plans de développement communaux (PDC), puis le plan d'actions prioritaires élaboré au niveau régional, dans le cadre du Plan Sénégal Emergent (PSE). Ainsi, le reproche fait au PSE1 à travers son approche up-down s'est vu corrigé ici, grâce à l'initiative de promotion de la redevabilité des collectivités territoriales. Les outils de redevabilité qui ont servi à mettre en œuvre l'approche sont : l'audience publique « jakarlo citoyen » et l'émission radiophonique interactive « un maire à la radio ».

L'innovation réside dans l'approche du pilotage du dialogue politique a été conduit tout au long du processus. En effet, il n'existait pas d'espace formel d'échange entre les élus et les citoyens dans les communes où le projet intervient; grâce à l'audience publique, il s'est établi au sein des territoires, un dialogue permanent qui a contribué à renforcer la participation citoyenne au contrôle de l'action publique d'une part, mais a aussi permis aux maires d'interagir avec les populations sur les questions de développement en général et de changement climatique, en particulier.

Défis

L'un des défis majeurs du processus est son appropriation par la communauté. Les populations sensibilisées et ayant compris l'importance de la redevabilité seront-elles à même d'interpeller le Maire, sous ces formes, sans l'intervention extérieure d'un projet. Les élus sont-ils dans les meilleures dispositions pour accepter de s'engager sans de tel processus qui demande beaucoup de volontarisme de la part des élus à se soumettre à cet exercice. En outre, l'encadrement pour la conduite de tel processus est déterminant pour éviter d'éventuelles dérives ou la politisation de la démarche.

Témoignages

“ L'initiative de IED Afrique avec le test des outils de contrôle citoyen de l'action publique (audience publique et émission radiophonique) est une opportunité phare offerte au conseil municipal à travers son Maire, de répondre aux préoccupations et interpellation de tous les citoyens de la commune sans exclusion. Cette initiative a contribué à réduire substantiellement le déficit de communication entre l'institution municipale et la population. Cette démarche devrait être instaurée et pérennisée dans chaque collectivité territoriale.”

**Ousmane NDIAYE, Maire de la
Commune de Boulel**





Reverdifier le sahel par des solutions endogènes : la régénération naturelle assistée (RNA) un don des communautés locales



Le Sahel est un espace naturellement vulnérable où vivent des communautés classées parmi les plus pauvres et les plus fragiles au monde. En effet, les régions du Sahel sont de plus en plus confrontées aux défis de la désertification, du changement climatique, de la dégradation des paysages, de l'insécurité alimentaire, des migrations et de la pauvreté rurale. De cette situation découle un contexte socio-écologique particulier avec des implications énormes pour la productivité, les moyens de subsistance et la vulnérabilité des communautés surtout dans des pays comme le Burkina Faso, le Niger et le Sénégal où l'agriculture demeure l'activité principale de la grande majorité des ménages ruraux en fournissant nourriture et revenu à des communautés relativement démunies.

Ainsi, durant les trois dernières décennies, ces pays ont connu des crises alimentaires récurrentes et malgré les nombreuses tentatives de relever le défi ils continuent de faire face aux problèmes de dégradation des ressources végétales. Par ailleurs, de nombreuses recherches menées dans le Sahel ont alors démontré le lien entre cette situation et la disparition des arbres dans les zones agraires, consécutive à l'extension des parcelles de cultures, aux techniques de culture inappropriées, au surpâturage, à la coupe abusive des arbres pour le bois d'énergie et le bois d'œuvre, etc..

Face à cette situation, un changement de paradigme a été opéré et plusieurs expériences mises en œuvre pour réintroduire l'arbre dans le paysage agricole à travers différentes techniques agro-forestières ont montré des résultats considérables depuis quelques années. Aujourd'hui le défi majeur est alors de voir comment procéder à la mise à l'échelle de ces initiatives. C'est le défi que s'est donné IED Afrique au Sénégal dans le cadre d'un programme de reverdissement appelé « les communautés reverdisent le Sahel ». Ce dernier est mis en œuvre dans le cadre d'un consortium avec des domaines de compétences différentes que IED Afrique coordonne.



En effet, l'approche synergie et partenariat pour avoir un plus grand impact est le soubassement de ce programme. Ce dernier cherche à cultiver des zones tampons pour assurer la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance et la biodiversité ». De façon spécifique il s'agit de restaurer une superficie totale de 200 000 hectares sur trois pays (80 000 au Niger, 60 000 au Burkina et 60 000 au Sénégal) grâce à la RNA et exécutée par et pour les communautés.

Avec l'appui financier de DOB Ecology et l'appui technique de Both ENDS qui assure la coordination régionale, le Programme est mis en œuvre sur la base d'une approche inclusive regroupant plusieurs piliers comme présenté dans la figure ci-après :

Sensibilisation	Organisation de rencontres de sensibilisation dans les sites ainsi qu'avec toutes les parties prenantes locales.
Ancrage institutionnel de la RNA	Mise sur pied de comités villageois composés de membres représentant tous les groupes sociaux, en incluant bien sûr les femmes.
Renforcement des capacités	Formation des membres des comités villageois, des agriculteurs/agropasteurs, etc. aux techniques de la RNA et l'organisation de visites d'échanges entre sites.
Développement de marchés	Accompagnement et appui des agriculteurs pratiquant la RNA dans la mise en marché des produits forestiers non ligneux.
Recherche	Collecte de données au niveau des sites et réalisation d'études visant à mesurer l'impact du programme sur les sols, l'hydrologie, la biodiversité, le changement climatique et les conditions socioéconomiques des communautés.
Lobbying et plaidoyer	Organisation d'activités d'engagement des parties prenantes au niveau local, national et international pour l'intégration de la RNA dans les plans de développement, les lois et les politiques...

Cette stratégie de mise en œuvre contribuera au renforcement de la territorialisation des politiques publiques en ce sens qu'il vise les collectivités territoriales comme zone d'intervention et vient en appui aux politiques de l'Etat en matière d'environnement et de gestion des ressources naturelles en contribuant à l'atteinte des objectifs de restauration du couvert végétal.

Dans son approche, le Programme met l'accent sur une communication intensive avec les acteurs locaux (villageois, agriculteurs, éleveurs, transhumants, services décentralisés, services techniques déconcentrés) et nationaux ainsi qu'aux organisations régionales dans le cadre d'une bonne stratégie de lobbying et de plaidoyer. Ainsi, cette approche intégrée fondée sur trois processus (mise en œuvre par les producteurs, cadre juridique solide et accès au marché) et ciblant tous les acteurs clés cherche à créer la situation la plus optimale pour déployer à grande échelle la RNA.



PARTENAIRES FINANCIERS ET TECHNIQUES



LISTE DES PUBLICATIONS 2018

PRESA



Agriculture, Eau, Climat et Migration en terres semi-arides au Burkina Faso : <http://iedafrique.org/Agriculture-Eau-Climat-et-Migration-en-terres-semi-arides-au-Burkina-Faso.html>



Stratégies d'adaptation du secteur privé: quel début de réponse des PME en zones semi-arides du Sénégal ? : <http://iedafrique.org/POLICY-BRIEF-STRATEGIES-D-ADAPTATION-DU-SECTEUR-PRIVE-QUEL-DEBUT-DE-REPONSE-DES.html>



S'engager résolument vers une gestion améliorée des ressources en eau au Burkina Faso : http://prise.odi.org/?smd_process_download=1&download_id=2020



Vers une gestion intégrée des ressources en eau au Burkina Faso : http://prise.odi.org/wp-content/uploads/2017/07/Vers-une-gestion-int%C3%A9gr%C3%A9e-des-ressources-en-eau-au-Burkina-Faso_Low_Res.pdf



Approche Territoriale des Changements Climatiques au Sénégal : cas de la zone agro-sylvopastorale du Ferlo : <http://iedafrique.org/Approche-Territoriale-des-Changements-Climatiques-au-Senegal-cas-de-la-zone.html>



Approche Territoriale des Changements Climatiques au Sénégal : cas de la zone agro-sylvopastorale du Ferlo : <http://iedafrique.org/Approche-Territoriale-des-Changements-Climatiques-au-Senegal-cas-de-la-zone.html>



Etat des lieux des liens entre migration, transferts et résilience au changement climatique au Sénégal : <http://iedafrique.org/PUBLICATION-Etat-des-lieux-des-liens-entre-migration-transferts-et-resilience.html>



Enabling private sector adaptation in developing countries and their semi-arid regions – case studies of Senegal and Kenya : <http://www.lse.ac.uk/GranthamInstitute/wp-content/uploads/2016/12/Working-Paper-258-Crick-et-al.pdf>



Tourisme balnéaire et durabilité au Sénégal: Quelles stratégies pour une résilience du secteur face aux effets du changement climatique? : <http://iedafrique.org/Tourisme-balneaire-et-durabilite-au-Senegal.html>



AGRIDAPE



Les sentiers de la souveraineté alimentaire : <http://iedafrique.org/-Les-sentiers-de-la-souverainete-alimentaire-.html>
Changement climatique et résilience des systèmes agroalimentaires : <http://iedafrique.org/-Change-ment-climatique-et-resilience-des-systemes-agroalimentaires-.html>



L'agroécologie au service des ODD : <http://iedafrique.org/-L-agroecologie-au-service-des-ODD-.html>

Gouvernance foncière



Investissements fonciers, redevabilité et cadre légal : leçons du Sénégal : <http://iedafrique.org/Investissements-fonciers-redevabilite-et-cadre-legal-lecons-du-Senegal.html>



Investissements fonciers, redevabilité et cadre légal : leçons d'Afrique de l'Ouest : <http://iedafrique.org/Investissements-fonciers-redevabilite-et-cadre-legal-lecons-d-Afrique-de-l.html>



Improving accountability in agricultural investments: Reflections from legal empowerment initiatives in West Africa : <http://iedafrique.org/Improving-accountability-in-agricultural-investments-Reflections-from-legal.html>



DFC



Renforcer la résilience au niveau local : des investissements pour l'adaptation priorisés par les communautés :
<http://iedafrique.org/spip.php?action=telecharger&arg=1182>



Evaluer la résilience : Concilier les connaissances endogènes et la planification locale :
<http://iedafrique.org/spip.php?action=telecharger&arg=1183>



Vers une planification locale sensible au changement climatique au Sénégal :
<http://iedafrique.org/spip.php?action=telecharger&arg=1146>



Portraits de famille : un outil pour comprendre les stratégies d'adaptation locales :
<http://iedafrique.org/spip.php?action=telecharger&arg=1172>



Adaptation au changement climatique : valeur économique et retour sur investissements :

<http://iedafrique.org/spip.php?action=telecharger&arg=1185>



Outils d'analyse de la résilience et planification locale sensible au changement climatique :

<http://iedafrique.org/spip.php?action=telecharger&arg=1184>



Breve : Décentralisation des Fonds Climat (DFC) : un modèle de financement innovant du changement climatique à l'échelle territoriale ? :

http://iedafrique.org/IMG/pdf/breve_3-dfc.pdf





REMERCIEMENTS

**IED Afrique exprime sa gratitude
à tous ses partenaires financiers pour leur appui
tout au long de la mise œuvre de ses différents projets et programmes.**

**Elle se félicite également de la collaboration
avec ses partenaires techniques.**



